

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Josée Desmarais CPA, CGA, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Amable pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature _____ Date 10 mai 2022

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	45
Analyse des charges consolidées	57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la VILLE DE SAINT-AMABLE

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE SAINT-AMABLE (l' « entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE SAINT-AMABLE au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE SAINT-AMABLE inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S-14, S23-1 à S23-4 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

MPA inc. société de comptables professionnels agréés / Robert Arbour CPA auditeur, CA
Montréal, le 10 mai 2022

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations	
		2021	2020
Revenus			
Taxes	1	15 215 253	14 752 495
Compensations tenant lieu de taxes	2	240 980	241 842
Quotes-parts	3	932	
Transferts	4	2 524 848	2 371 167
Services rendus	5	362 783	312 915
Imposition de droits	6	1 930 232	1 536 709
Amendes et pénalités	7	407 495	367 329
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	132 250	131 320
Autres revenus	10	151 580	1 405 761
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	20 966 353	21 119 538
Charges			
Administration générale	14	3 039 478	2 888 626
Sécurité publique	15	3 414 835	3 163 989
Transport	16	4 047 343	3 679 895
Hygiène du milieu	17	3 778 338	4 013 067
Santé et bien-être	18		
Aménagement, urbanisme et développement	19	889 967	2 458 605
Loisirs et culture	20	2 046 016	1 717 307
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	735 545	814 240
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	17 951 522	18 735 729
Excédent (déficit) de l'exercice	25	3 014 831	2 383 809
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	54 862 105	52 478 296
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		
Solde redressé	28	54 862 105	52 478 296
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	57 876 936	54 862 105

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	12 701 775	7 483 566
Débiteurs (note 5)	2	4 389 863	4 518 702
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	17 091 638	12 002 268
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 699 568	2 617 357
Revenus reportés (note 12)	12	2 218 900	1 681 952
Dette à long terme (note 13)	13	30 015 971	31 000 818
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	200 961	189 284
Autres passifs (note 14)	15		
	16	35 135 400	35 489 411
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(18 043 762)	(23 487 143)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	74 852 136	77 297 583
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	702 906	703 454
Stocks de fournitures	20	81 339	78 772
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	284 317	269 439
	23	75 920 698	78 349 248
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	57 876 936	54 862 105

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalizations	
		2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 014 831	2 383 809
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	808 831)	(4 705 980)
Produit de cession	3	2 389	2 131
Amortissement	4	3 255 365	3 296 829
(Gain) perte sur cession	5	(2 389)	6 585
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	2 446 534	(1 400 435)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	548	1 721 355
Variation des stocks de fournitures	10	(2 419)	226
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(14 878)	(244 195)
	13	(16 749)	1 477 386
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15	(1 235)	2
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	5 443 381	2 460 762
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(23 487 143)	(25 947 905)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(23 487 143)	(25 947 905)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(18 043 762)	(23 487 143)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 014 831	2 383 809
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	3 255 365	3 296 829
Autres			
▪ Autres	3	(1 482)	
▪ Gain (perte) dispo d'immo	4	(5 128)	6 587
	5	6 263 586	5 687 225
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	127 972	(224 167)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	86 730	971 217
Revenus reportés	9	536 948	(8 961)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	11 677	(10 791)
Propriétés destinées à la revente	11	548	1 721 355
Stocks de fournitures	12	(2 419)	226
Autres actifs non financiers	13	(14 744)	(244 195)
	14	7 010 298	7 891 909
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(808 831)	(4 705 980)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	1 589	2 131
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(807 242)	(4 703 849)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	2 165 600	980 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(3 188 943)	(3 234 067)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	38 496	(8 892)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(984 847)	(2 262 959)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	5 218 209	925 101
Solde déjà établi	33	7 483 566	6 558 465
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	7 483 566	6 558 465
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	12 701 775	7 483 566

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La ville de Saint-Amable est constituée en vertu de la Loi sur les Cités et Villes du Québec. Elle est dirigée par le conseil composé de six conseillers et un maire.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté à la page S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 à S23-4.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participent. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

La Ville participe aux partenariats suivants :

Régie Intermunicipale de l'eau potable Varennes, Sainte-Julie, Saint-Amable. (Consolidation ligne par ligne). La quote-part est de 10.57%

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent. (consolidation ligne par ligne). La quote-part est à 5,1213%.

Régie intermunicipale du centre multisports régional (consolidation ligne par ligne) La quote-part est de 4,75 %.

Régie intermunicipal des services animaliers de la Vallée-du-Richelieu. (Consolidation ligne par ligne) La quote-part est de 8.77 %.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que la comptabilisation des revenus et charges aux cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures: 15, 20 et 40 ans

Bâtiments: 40 ans

Véhicules: 5, 10, 15 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau: 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement: 10, 15 et 20 ans

Amélioration locatives : période de 10 ans

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur ;

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés;

les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les transferts (subvention) en provenance des gouvernements sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées aussi.

Provenant de consolidation régie de police Richelieu Saint-Laurent

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010 .

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds . soit celles impliquant des excédents affectés ou non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliations à des fins fiscales.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La ville est apparentée avec tous les organismes décrits dans la section Périmètre comptable et partenariat, qui se trouve dans les principales méthodes comptables. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi que les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont les membres du conseil, ainsi que le directeur général de la ville.

La ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. Aucune transaction n'a été conclue entre la ville et ses principaux dirigeants, leurs proches parents et les entités pour lesquels ces personnes ont le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	4 574 327	7 483 566
Découvert bancaire	2 (	)(	)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	8 127 448	
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	12 701 775	7 483 566
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	850 492	745 450
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	2 760 705	2 984 927
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	72 026	31 832
Organismes municipaux	15	155 690	175 403
Autres			
▪ Mutation	16	373 416	475 736
▪ Autres	17	177 534	105 354
	18	4 389 863	4 518 702
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	2 508 593	2 494 814
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	2 508 593	2 494 814
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	16 016	2 234

Note**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

8. Avantages sociaux futurs

	2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35 (200 961)	(189 284)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	
	37 (200 961)	(189 284)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38 224 836	177 764
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	
Régimes à cotisations déterminées	40 81 262	80 498
Autres régimes (REER et autres)	41 122 358	144 213
Régimes de retraite des élus municipaux	42 34 383	50 649
	43 462 839	453 124

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

	2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note**10. Emprunts temporaires**

La ville bénéficie d'une marge de crédit pour les activités de fonctionnement d'un montant de 3 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel. La marge est inutilisée au 31 décembre 2021.

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent

Au 31 décembre 2021, la régie dispose d'une marge de crédit autorisée de 1 000 000\$. La marge est inutilisée au 31 décembre 2021. Les montants prélevés portent intérêts au taux de base.

La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 5,21%.

Régie intermunicipale des Services animaliers de la Vallée-du-Richelieu

Au 31 décembre 2021, La Régie dispose d'une marge de crédit autorisée de 50 000 \$. La marge est inutilisée au 31 décembre 2021. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiels.

La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 8,77%

Régie intermunicipale du Centre multisports régional

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Au 31 décembre 2021, la régie dispose d'une marge de crédit autorisée de 500 000 \$. Les montants prélevés portent intérêts au taux de base plus 0,25%. La marge est inutilisée au 31 décembre 2021.

La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 4,75%

Régie intermunicipale de l'eau potable, Varennes, Sainte-Julie, Saint-Amable

Au 31 décembre 2021, la régie dispose d'une marge de crédit autorisée de 1 675 000 \$ pour effectuer des travaux d'immobilisations. La marge utilisée au 31 décembre 2021 est de 1 440 285 \$. Les montants prélevés portent intérêts au taux de 2,70%. La marge est renouvelable le 1er juillet 2024.

La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 10,87%

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	1 473 014	1 391 271
Salaires et avantages sociaux	48	700 617	580 928
Dépôts et retenues de garantie	49	234 301	368 710
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts sur DLT	51	152 787	165 488
▪ Autres	52	138 849	110 960
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	2 699 568	2 617 357

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	93 002	84 015
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	841 933	812 172
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Comp.collecte sélective	69	535 373	693 718
▪ Autres	70	748 038	90 836
▪ Revenus de location	71	554	1 211
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	2 218 900	1 681 952

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,55	2,88	2022	2040	77	30 157 800	31 162 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,29	3,90	2022	2023	83	9 216	28 059
Autres					84		
					85	30 167 016	31 190 359
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(151 045)	(189 541)
					87	30 015 971	31 000 818

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88		3 344 371	8 691		3 353 062
2023	89		3 251 889	525		3 252 414
2024	90		3 125 630			3 125 630
2025	91		2 941 580			2 941 580
2026	92		2 570 230			2 570 230
2027 et plus	93		14 924 100			14 924 100
	94		30 157 800	9 216		30 167 016
Intérêts et frais accessoires	95		()		()	
	96		30 157 800	9 216		30 167 016

Note

14. Autres passifs

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	14 645 786	8 514		14 654 300
Eaux usées	105	39 908 433			39 908 433
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	40 793 804	21 702		40 815 506
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	107	4 881 022	146 009		5 027 031
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	12 010 023	6 820		12 016 843
Améliorations locatives	111	81 785	492		82 277
Véhicules	112	2 213 312	92 876	44 094	2 262 094
Ameublement et équipement de bureau	113	1 247 358	14 270		1 261 628
Machinerie, outillage et équipement divers	114	4 206 634	58 943		4 265 577
Terrains	115	2 339 645			2 339 645
Autres	116	29 876			29 876
	117	122 357 678	349 626	44 094	122 663 210
Immobilisations en cours	118	4 463 571	459 205		4 922 776
	119	126 821 249	808 831	44 094	127 585 986

AMORTISSEMENT CUMULÉ

Infrastructures					
Eau potable	120	11 403 798	364 584	87	11 768 295
Eaux usées	121	12 541 344	980 786		13 522 130
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	13 542 337	1 026 740		14 569 077
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	123	2 182 093	229 034		2 411 127
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	3 958 998	321 116		4 280 114
Améliorations locatives	127	60 501	2 080		62 581
Véhicules	128	1 602 486	145 440	44 096	1 703 830
Ameublement et équipement de bureau	129	1 119 105	43 503		1 162 608
Machinerie, outillage et équipement divers	130	3 083 676	141 813	1 053	3 224 436
Autres	131	29 328	269	(55)	29 652
	132	49 523 666	3 255 365	45 181	52 733 850
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	77 297 583			74 852 136

Biens loués en vertu de contrats
de location-acquisition inclus
dans les immobilisations corporelles

Coût	134	205 062		65 695	139 367
Amortissement cumulé	135	(122 545)	()	(7 302)	(129 847)
Valeur comptable nette	136	82 517			9 520

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138		
Autres	139	702 906	703 454
	140	702 906	703 454
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	702 906	703 454

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Autres	154	284 317	245 323
▪ Assurance	155		24 116
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	284 317	269 439

Note**19. Obligations contractuelles**

La ville a octroyé des contrats à différentes entreprises pour les deux prochaines années pour une somme totalisant 779 065\$. Pour pourvoir à ses engagements, la ville devra prévoir pour les deux prochains exercices financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

les sommes suivantes:

350 250\$ en 2022 et 428 815\$ en 2023.

Consolidation Régie de police Richelieu-Saint-Laurent

En vertu des divers contrats, la Régie s'est engagée pour les 3 prochains exercices pour une somme globale de 1 183 770\$. Pour pourvoir à ces engagements, la Régie devra prévoir pour les 3 prochains exercices financiers les sommes suivantes:

Location de système de radio communication: 394 590\$ en 2022, 394 590\$ en 2023 et 394 590\$ en 2024.

La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 5,21%.

Consolidation Régie intermunicipale du Centre multisports régional

La Régie s'est engagée en 2020 et jusqu'en 2025 pour une somme annuelle de 80 000 \$ plus l'indexation annuelle selon l'Indice des prix à la consommation (IPC) déclaré par Statistiques Canada de la région de Montréal, avec une hausse minimum de 2% pour la gestion du centre Multisports.

La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 4,75%.

Consolidation Régie intermunicipale des Services animaliers de la Vallée-du-Richelieu

En vertu des divers contrats, la Régie s'est engagée pour les 3 prochains exercices pour une somme globale de 75 564 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Régie devra prévoir pour les 3 prochains exercices financiers les sommes suivantes:

Location d'immeuble: 25 188\$ en 2022, 2023 et 2024.

La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 8,77%.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020

La ville s'est engagée à cautionner un montant de 770 000\$, pour la construction du Centre de la petite enfance La Passerelle, correspondant au coût de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

l'emprunt. Le solde de cet emprunt au 31 décembre 2021 est de 29 590 \$ et au 31 décembre 2020 il était de 56 990 \$.

B) Auto-assurance

La ville assume l'auto-assurance de l'invalidité courte durée conjointement avec un programme supplémentaire de chômage.

Provenant de la consolidation de la Régie de police Richelieu-Saint-Laurent

La régie assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément à l'Assurance emploi pour les employés cadres.

La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 5,21%.

C) Poursuites

Au cours de l'exercice, la Régie Intermunicipale de Police Richelieu-Saint-Laurent a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

La Régie fait l'objet d'une réclamation totalisant 29 000 \$ qui a été intentée par un citoyen suite à un incident survenu sur son territoire. L'audience pour ce dossier est présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser.

Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant cette poursuite sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 5,21%.

D) Autres

ENVIRONNEMENT

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

Provenant de la consolidation de la Régie de police Richelieu-Saint-Laurent

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal.

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieur de Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues à cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'un ou l'autres des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2021. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurées avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	14 752 495	14 931 846	15 215 253			15 215 253
Compensations tenant lieu de taxes	2	241 842	240 030	240 980			240 980
Quotes-parts	3					2 301 018	932
Transferts	4	2 143 917	798 322	927 638			927 638
Services rendus	5	212 742	292 888	229 800		156 401	362 783
Imposition de droits	6	1 505 533	925 000	1 899 680		30 552	1 930 232
Amendes et pénalités	7	102 767	94 200	109 669		297 826	407 495
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	118 331	115 600	122 707		9 543	132 250
Autres revenus	10	1 339 780	49 007	52 631		30 687	69 018
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	20 417 407	17 446 893	18 798 358		2 826 027	19 286 581
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	227 250		1 597 210			1 597 210
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	25 909	239 578	82 562			82 562
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	253 159	239 578	1 679 772			1 679 772
	22	20 670 566	17 686 471	20 478 130		2 826 027	20 966 353
Charges							
Administration générale	23	2 750 983	2 986 035	2 916 827	122 651		3 039 478
Sécurité publique	24	2 729 797	2 872 496	2 824 589	108 096	2 402 808	3 414 835
Transport	25	2 443 614	2 577 339	2 833 856	1 213 487		4 047 343
Hygiène du milieu	26	2 625 676	2 580 355	2 373 994	1 285 295	510 149	3 778 338
Santé et bien-être	27						
Aménagement, urbanisme et développement	28	2 453 535	801 703	886 507	3 460		889 967
Loisirs et culture	29	1 369 186	1 969 356	1 712 453	319 236	40 373	2 046 016
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	762 933	742 825	672 581		62 964	735 545
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	3 092 021	2 912 821	3 052 225 (	3 052 225)		
	34	18 227 745	17 442 930	17 273 032		3 016 294	17 951 522
	35	2 442 821	243 541	3 205 098		(190 267)	3 014 831
Excédent (déficit) de l'exercice							

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020 Administration municipale	Budget 2021 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2021 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 442 821	243 541	3 205 098	(190 267)	3 014 831
Moins : revenus d'investissement	2 (	253 159)	239 578)	1 679 772)	(	1 679 772)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 189 662	3 963	1 525 326	(190 267)	1 335 059
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	3 092 021	2 912 821	3 052 225	203 140	3 255 365
Produit de cession	5			800	1 589	2 389
(Gain) perte sur cession	6	8 716		(800)	(1 589)	(2 389)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	3 100 737	2 912 821	3 052 225	203 140	3 255 365
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	1 723 465		548		548
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	1 723 465		548		548
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	68 835		24 245		24 245
Remboursement de la dette à long terme	17 (	2 797 868)	2 924 643)	2 936 700)	51 643)	2 988 343)
	18	(2 729 033)	(2 924 643)	(2 912 455)	(51 643)	(2 964 098)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	324 074)	139 040)	168 338)	12 244)	180 582)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	271 975	173 264	50 123	370 955	421 078
Réserves financières et fonds réservés	22	(25 241)	(26 365)	(25 241)	(33 282)	(58 523)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	13 825		2 200	(5 849)	(3 649)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(63 515)	7 859	(141 256)	319 580	178 324
	26	2 031 654	(3 963)	(938)	471 077	470 139
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	4 221 316		1 524 388	280 810	1 805 198

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020		Réalisations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	253 159	1 679 772		1 679 772
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	115 405)	(	(	)
Sécurité publique	3 (	126 998)	53 708)	50 839)	104 547)
Transport	4 (	19 369)	105 492)	(	105 492)
Hygiène du milieu	5 (	4 330 880)	411 811)	12 154)	423 965)
Santé et bien-être	6 (	)	(	(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	(	(	)
Loisirs et culture	8 (	39 426)	174 827)	(	174 827)
Réseau d'électricité	9 (	)	(	(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	(	(	)
	11 (	4 632 078)	745 838)	62 993)	808 831)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	2 110)	(	(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	)	(	(	)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14		1 920 705		1 920 705
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	324 074	168 338	12 244	180 582
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17			1 663	1 663
Réserves financières et fonds réservés	18		83 128	49 086	132 214
	19	324 074	251 466	62 993	314 459
	20	(4 310 114)	1 426 333		1 426 333
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(4 056 955)	3 106 105		3 106 105

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
				Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 438 338	11 691 876	1 009 899
Débiteurs (note 5)	2	4 274 701	4 126 937	262 926
Prêts (note 6)	3			
Placements de portefeuille (note 7)	4			
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6			
Autres actifs financiers (note 9)	7			
	8	10 713 039	15 818 813	1 272 825
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 10)	10			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 324 189	2 332 232	367 336
Revenus reportés (note 12)	12	1 680 741	2 218 346	554
Dette à long terme (note 13)	13	30 107 275	29 172 285	843 686
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			200 961
Autres passifs (note 14)	15			
	16	34 112 205	33 722 863	1 412 537
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(23 399 166)	(17 904 050)	(139 712)
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations corporelles (note 15)	18	74 966 380	72 659 995	2 192 141
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	703 454	702 906	
Stocks de fournitures	20	63 620	70 268	11 071
Actifs incorporels achetés (note 17)	21			
Autres actifs non financiers (note 18)	22	245 323	255 590	28 727
	23	75 978 777	73 688 759	2 231 939
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	5 701 252	3 004 318	393 204
Excédent de fonctionnement affecté	25	2 653 484	6 824 679	354 928
Réserves financières et fonds réservés	26	673 646	615 760	49 937
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	2 045 000) (	1 846 807) (	45 363) (
Financement des investissements en cours	28	(4 221 982)	(1 115 878)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	49 818 211	48 302 637	1 339 521
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			
	31	52 579 611	55 784 709	2 092 227
Obligations contractuelles (note 19)				
Droits contractuels (note 20)				
Passifs éventuels (note 21)				
Actifs éventuels (note 22)				

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	3 903 422	3 923 183	5 757 688	5 431 103
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	902 313	841 164	1 317 797	1 298 216
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				360
Autres biens et services	8	3 926 082	3 793 130	4 219 352	5 203 291
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	685 196	624 192	624 850	706 753
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	55 129	48 375	48 375	56 154
D'autres tiers	12			26 956	28 978
Autres frais de financement	13	2 500	14	35 364	22 355
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	4 863 207	4 840 768	2 502 964	2 591 171
Transferts	15				
Autres	16				
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18	41 137	44 987	57 817	20 203
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	2 912 821	3 052 225	3 255 365	3 296 829
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Autres	21	151 123	104 994	104 994	80 316
▪	22				
▪	23				
	24	17 442 930	17 273 032	17 951 522	18 735 729

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 397 522	5 971 737
Excédent de fonctionnement affecté	2	7 179 607	3 224 015
Réserves financières et fonds réservés	3	665 697	739 395
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 892 170)(	2 096 214)
Financement des investissements en cours	5	(1 115 878)	(4 221 982)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	49 642 158	51 245 154
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	57 876 936	54 862 105
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 004 318	5 701 252
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	393 204	270 485
	11	3 397 522	5 971 737
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Immobilisations	12	5 179 715	1 785 861
▪ Eaux usées	13	316 278	116 278
▪ Cours d'eau	14	30 390	30 390
▪ Dépôt à neige	15	41 480	41 480
▪ Réseau routier	16	360 000	260 000
▪ Réseau d'aqueduc	17	728 816	419 475
▪ Maisons lézardées	18	168 000	
▪	19		
▪	20		
	21	6 824 679	2 653 484
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Éventualités	22		412 130
▪ Projets spéciaux	23	354 928	158 401
▪	24		
	25	354 928	570 531
	26	7 179 607	3 224 015

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	535 895	566 512
Organismes contrôlés et partenariats	38		65 749
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40	22 668	
Montant non réservé			
Administration municipale	41	107 134	107 134
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪	45		
▪	46		
	47	665 697	739 395
	48	665 697	739 395

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	24 084)	(27 160)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	)	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	)	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 (	)	()
Autres	53 (	30 209)	(34 771)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 (	)	()
	55 (	54 293)	(61 931)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 (	)	()
Assainissement des sites contaminés	57 (	)	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 (	)	()
Autres			
▪	59 (	)	()
▪	60 (	)	()
	61 (	54 293)	(61 931)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	62 (	)	()
Utilisation du fonds de roulement	63 (	)	()
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	64 (	)	()
Utilisation du fonds de roulement	65 (	)	()
Autres			
▪	66 (	)	()
▪	67 (	)	()
	68 (	)	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	69 (	)	()
Mesure relative à la COVID-19	70 (	)	()
Frais d'émission de la dette à long terme	71 (	46 971)	(44 358)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 (	)	()
Autres			
▪ Maisons affaissées	73 (	1 833 779)	(2 035 000)
▪	74 (	)	()
	75 (	1 880 750)	(2 079 358)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	76	42 873	45 075
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79		
Autres			
▪	80		
	81	42 873	45 075
	82 (	1 892 170)	(2 096 214)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	83		
Investissements à financer	84 (	1 115 878)(	4 221 982)
	85	(1 115 878)	(4 221 982)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	74 852 136	77 297 583
Propriétés destinées à la revente	87	702 906	703 454
Prêts	88		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90		
	91	75 555 042	78 001 037
Ajustements aux éléments d'actif	92		
	93	75 555 042	78 001 037
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	94 (	30 015 971)(	31 000 818)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (	151 045)(	189 541)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96	2 434 150	2 414 100
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	1 833 779	2 035 000
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	(13 797)	(14 624)
	99 (	25 912 884)(	26 755 883)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 (	)(	)
	101 (	25 912 884)(	26 755 883)
	102	49 642 158	51 245 154

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	3
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, le régime des cadres au 31 décembre 2019 et celui des employés de bureau au 31 décembre 2019.

« Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipale »

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, 2014, chap. S-2.1.1.) (« Loi RRSM »). La loi RRSM vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement aux services accumulés avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « volet antérieur ») et les services qui s'accumulent à compter du 1er janvier 2014 (ci-après le « volet courant »). Le présent rapport tient compte des ententes survenues entre les parties dans le cadre de la Loi RRSM pour les trois régimes de retraite. »

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) Policiers syndiqués: Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

ii) Cadres et employés de bureau et préposés aux communications: Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date de la retraite normale.

c) Date de retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

6. Prestation de décès après la retraite

- a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.
- b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire, exception de 60 versements garantis au volet courant pour le régime des employés de bureau et des préposés aux communication.

7. Invalidité

Pour le régime des policiers syndiqués, il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

- a) Cadres : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM, les rentes sont indexées selon 23,55% de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.
- b) Policiers syndiqués : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM, les rentes sont indexées selon 50% de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.
- c) Employés de bureau et préposés aux communications : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles.

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations salariales

- a) Policiers syndiqués: Volet courant: 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,40% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

b) Cadres: Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,26% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 10,45% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

11. Cotisation patronale

Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Se référer à la section cotisations salariales pour les pourcentages versés selon l'évaluation actuarielle. En plus de cette cotisation, l'employeur doit verser 50 % de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

Volet antérieur : Au cours de chaque exercice financier, l'employeur verse la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(189 285)	(200 075)
Charge de l'exercice	4 (	224 836)	(177 764)
Cotisations versées par l'employeur	5	213 160	188 555
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(200 961)	(189 284)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	7 528 562	6 844 721
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	7 833 523)	(7 277 296)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(304 961)	(432 575)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	104 000	243 291
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(200 961)	(189 284)
Provision pour moins-value	12 (	)	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(200 961)	(189 284)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	7 528 562	6 844 721
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	7 833 523)	(7 277 296)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	304 961)	(432 575)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	460 099	290 990
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	8 237	
	20	468 336	290 990
Cotisations salariales des employés	21 (	303 762)	(146 068)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)	()
	23	164 574	144 922
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	29 870	10 530
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(4 900)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	189 544	155 452
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	413 704	387 222
Rendement espéré des actifs	33 (	378 412)	(364 910)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	35 292	22 312
Charge de l'exercice	35	224 836	177 764

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	599 078	395 562
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	378 412)	364 910)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	220 666	30 652
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(106 345)	(216 757)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	432 158	240 945
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	767 247	7 108 551
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	171 091	162 437
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	50 253	11 469
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,38 %	5,48 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,48 %	5,48 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 (	)(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 (	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 (	)(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	)(
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	
Rendement espéré des actifs	85 (	)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	87	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (	)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 2

Description des régimes et autres renseignements

Régime de la Municipalité de St-Amable

Le régime de retraite par financement salarial (RRFS) de la FTQ permet aux syndicats affiliés, qui n'ont pas accès à un régime de retraite à prestations déterminées auprès de leur employeur, d'avoir accès à un meilleur régime de retraite.

Le RRFS est un régime à prestations déterminées. Le RRFS propose une prestation pour les participants et une cotisation fixe pour la municipalité.

Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalité (RPSMCM)

Le RPSMCM est administré par Retraite Québec. Il vise à pourvoir au paiement des prestations une fois la caisse de retraite du RRMCM épuisée, ce qui est survenu en date du 6 novembre 2017. En vertu du règlement établissant le RPSMCM, les 42 municipalités concernées deviennent dès lors responsables des prestations du RRMCM. L'annexe I du règlement établissant le RPSMCM détermine la part que chaque municipalité doit contribuer selon un % fixe. Retraite Québec facture les municipalités en début de chaque année pour les contributions qu'elles doivent verser dans l'année.

Régie intermunicipale de l'eau potable Varennes, Sainte-Julie, Saint-Amable

Cotisations employés : 7%

Cotisations employeurs : 7 %

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	2 425	2 604
Régime de retraite par financement salarial	108	76 900	76 078
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111	1 937	1 816
	112	81 262	80 498

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime de la Ville de Saint-Amable

Le régime offert aux employés est le REER individuel, l'employeur contribue à un maximum de 7% à un REER autogéré par chacun des employés. La contribution de

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

L'employé au REER est d'un minimum de 1%. L'employeur remet une fois par mois sa contribution et celle du salarié au fiduciaire choisi par le salarié.

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116	122 358	144 213
Autres régimes	117		
	118	122 358	144 213

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	26	23

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	9 214	14 158
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	31 480	47 711
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	2 903	2 938
	123	34 383	50 649

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	10 714 890	10 714 890	10 389 782
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	228 896	228 896	219 449
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	10 943 786	10 943 786	10 609 231
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	978 057	978 057	951 874
Égout	13	585 465	585 465	524 454
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 322 184	1 322 184	1 252 699
Autres				
▪ Cours d'eau	16	28 755	28 755	73 983
▪ Usages accessoires	17	137 906	137 906	128 841
▪ Entretien des fosses septiques	18	83 135	83 135	83 273
Centres d'urgence 9-1-1	19	57 993	57 993	55 851
Service de la dette	20	1 077 972	1 077 972	1 072 289
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	4 271 467	4 271 467	4 143 264
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	4 271 467	4 271 467	4 143 264
	29	15 215 253	15 215 253	14 752 495

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
	Taxes sur la valeur foncière	30		
	Taxes sur une autre base			
	Taxes, compensations et tarification	31		
	Taxes d'affaires	32		
	Compensations pour les terres publiques	33		
		34		
Immeubles des réseaux				
	Santé et services sociaux	35	30 957	30 957
	Cégeps et universités	36		31 071
	Écoles primaires et secondaires	37	206 310	206 310
		38	237 267	237 267
				207 070
				238 141
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
	Taxes sur la valeur foncière	39		
	Taxes sur une autre base			
	Taxes, compensations et tarification	40		
	Taxes d'affaires	41		
		42		
		43	237 267	237 267
				238 141
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
	Taxes sur la valeur foncière	44	2 733	2 733
	Taxes sur une autre base			2 733
	Taxes, compensations et tarification	45	980	980
	Taxes d'affaires	46		968
		47	3 713	3 713
				3 701
ORGANISMES MUNICIPAUX				
	Taxes sur la valeur foncière	48		
	Taxes sur une autre base			
	Taxes, compensations et tarification	49		
		50		
AUTRES				
	Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51		
	Autres	52		
		53		
		54	240 980	240 980
				241 842

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55	17 019	17 019	71 590
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57	3 467	3 467	3 600
Sécurité civile	58			
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	29 769	29 769	60 535
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70			
Réseau de distribution de l'eau potable	71			
Traitement des eaux usées	72			
Réseaux d'égout	73	55 809	55 809	52 102
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
	82			
	83			
	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
	85	172 609	172 609	142 790
	86			
	87			
	88			
Loisirs et culture				
	89	55 414	55 414	75 496
	90	44 716	44 716	55 998
	91	7 100	7 100	3 375
	92			
	93	385 903	385 903	465 486

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	94		
Sécurité publique			
Police	95		
Sécurité incendie	96		
Sécurité civile	97		
Autres	98		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	99		
Enlèvement de la neige	100		
Autres	101		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	102		
Transport adapté	103		
Transport scolaire	104		
Autres	105		
Transport aérien	106		
Transport par eau	107		
Autres	108		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109		
Réseau de distribution de l'eau potable	110		
Traitement des eaux usées	111		
Réseaux d'égout	112	1 597 210	1 597 210
227 250			
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	113		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	114		
Tri et conditionnement	115		
Autres	116		
Autres	117		
Cours d'eau	118		
Protection de l'environnement	119		
Autres	120		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
	Logement social	121		
	Sécurité du revenu	122		
	Autres	123		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	124		
	Rénovation urbaine	125		
	Promotion et développement économique	126		
	Autres	127		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	128		
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	129		
	Autres	130		
	Réseau d'électricité	131		
		132	1 597 210	227 250

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	158 345	158 345	96 023
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotation spéciale de fonctionnement	141	102 073	102 073	106 498
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143	281 317	281 317	1 475 910
	144	541 735	541 735	1 678 431
TOTAL DES TRANSFERTS	145	2 524 848	2 524 848	2 371 167

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	146		
Évaluation	147		
Autres	148		
	149		
Sécurité publique			
Police	150		
Sécurité incendie	151		
Sécurité civile	152		
Autres	153		
	154		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	155		
Enlèvement de la neige	156		
Autres	157		
Transport collectif	158		
Autres	159		
	160		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161		
Réseau de distribution de l'eau potable	162		
Traitement des eaux usées	163		
Réseaux d'égout	164		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	165		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	166		
Tri et conditionnement	167		
Autres	168		
Autres	169		
Cours d'eau	170		
Protection de l'environnement	171		
Autres	172		
	173		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	174		
Autres	175		
	176		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	177		
Rénovation urbaine	178		
Promotion et développement économique	179		
Autres	180		
	181		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	182		
Activités culturelles			
Bibliothèques	183		
Autres	184		
	185		
Réseau d'électricité	186		
	187		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	188		
	Évaluation	189		
	Autres	190	31 456	16 015
		191	31 456	16 015
Sécurité publique				
	Police	192		
	Sécurité incendie	193	36 160	102 139
	Sécurité civile	194		
	Autres	195		
		196	36 160	102 139
Transport				
	Réseau routier			
	Voirie municipale	197		
	Enlèvement de la neige	198	62 498	62 198
	Autres	199	20 132	21 863
	Transport collectif			
	Transport en commun			
	Transport régulier	200		
	Transport adapté	201		
	Transport scolaire	202		
	Autres	203		
	Autres	204		
		205	82 630	84 061
Hygiène du milieu				
	Eau et égout			
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206		
	Réseau de distribution de l'eau potable	207	2 354	21 988
	Traitement des eaux usées	208		
	Réseaux d'égout	209	24 014	13 905
	Matières résiduelles			
	Déchets domestiques et assimilés	210		
	Matières recyclables	211		
	Autres	212		
	Cours d'eau	213		
	Protection de l'environnement	214		
	Autres	215		
		216	26 368	35 893

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
	Logement social	217		
	Sécurité du revenu	218		
	Autres	219		
		220		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	221		
	Rénovation urbaine	222		
	Promotion et développement économique	223		
	Autres	224		
		225		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	226	33 389	59 213
	Activités culturelles			62 449
	Bibliothèques	227	5 475	9 369
	Autres	228	14 322	2 989
		229	53 186	79 010
				74 807
Réseau d'électricité				
		230		
		231	229 800	362 783
				312 915
TOTAL DES SERVICES RENDUS				
		232	229 800	362 783
				312 915

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	175 552	206 104	79 111
Droits de mutation immobilière	234	1 724 128	1 724 128	1 457 598
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	1 899 680	1 930 232	1 536 709
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	109 669	407 495	367 329
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	122 707	132 250	131 320
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	800	2 389	(6 585)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			1 331 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	134 393	149 191	81 346
	251	135 193	151 580	1 405 761
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	370 417		370 417	383 902
Greffé et application de la loi	2	22 351		22 351	4 087
Gestion financière et administrative	3	1 960 959	122 651	2 083 610	2 009 265
Évaluation	4	147 650		147 650	97 947
Gestion du personnel	5	4 425		4 425	5 512
Autres					
▪ Autres dépenses	6	411 025		411 025	387 913
▪	7				
	8	2 916 827	122 651	3 039 478	2 888 626
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	1 925 790		1 925 790	2 244 996
Sécurité incendie	10	690 666	108 096	798 762	711 077
Sécurité civile	11	23 435		23 435	50 936
Autres	12	184 698		184 698	156 980
	13	2 824 589	108 096	2 932 685	3 163 989
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1 956 784	1 132 081	3 088 865	2 723 484
Enlèvement de la neige	15	367 381	11 828	379 209	390 876
Éclairage des rues	16	59 626	69 578	129 204	136 284
Circulation et stationnement	17	32 661		32 661	37 631
Transport collectif					
Transport en commun	18	417 404		417 404	391 620
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	2 833 856	1 213 487	4 047 343	3 679 895

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	272 431		272 431	391 480	372 805
Réseau de distribution de l'eau potable	24	221 828	312 238	534 066	534 066	576 895
Traitement des eaux usées	25	109 855	34 020	143 875	143 875	153 586
Réseaux d'égout	26	118 179	939 037	1 057 216	1 057 216	1 212 986
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	619 694		619 694	619 694	595 607
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	320 656		320 656	320 656	363 612
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	547 573		547 573	547 573	537 849
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	85 579		85 579	85 579	118 770
Protection de l'environnement	38					80 957
Autres	39	78 199		78 199	78 199	
	40	2 373 994	1 285 295	3 659 289	3 778 338	4 013 067
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	541 750	3 460	545 210	545 210	462 968
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	8 209		8 209	8 209	8 172
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51	336 548		336 548	336 548	1 987 465
	52	886 507	3 460	889 967	889 967	2 458 605
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	307 181	22 348	329 529	329 529	280 383
Patinoires intérieures et extérieures	54	227 542	6 431	233 973	233 973	221 837
Piscines, plages et ports de plaisance	55	118 198	45 489	163 687	163 687	149 395
Parcs et terrains de jeux	56	484 924	170 707	655 631	655 631	506 583
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	24 032		24 032	38 359	28 570
	60	1 161 877	244 975	1 406 852	1 421 179	1 186 768
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	24 339	29 856	54 195	54 195	55 431
Bibliothèques	62	470 332	44 405	514 737	514 737	469 307
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	55 905		55 905	55 905	5 801
	66	550 576	74 261	624 837	624 837	530 539
	67	1 712 453	319 236	2 031 689	2 046 016	1 717 307

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	549 810		549 810	577 424	669 604
Autres frais	70	122 757		122 757	122 757	122 281
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71				35 292	22 312
Autres	72	14		14	72	43
	73	672 581		672 581	735 545	814 240
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	3 052 225 (	3 052 225)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1		8 093
	Usines de traitement de l'eau potable	2	12 154	15 863
	Usines et bassins d'épuration	3	127 587	133 406
	Conduites d'égout	4	284 224	4 189 382
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	21 702	21 702
	Ponts, tunnels et viaducs	7		
	Systèmes d'éclairage des rues	8		
	Aires de stationnement	9		
	Parcs et terrains de jeux	10	201 495	25 909
	Autres infrastructures	11		
	Réseau d'électricité	12		
Bâtiments				
	Édifices administratifs	13		
	Édifices communautaires et récréatifs	14		
	Améliorations locatives	15	492	1 444
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17	55 085	63 127
	Ameublement et équipement de bureau	18	14 180	8 560
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	55 745	152 669
	Terrains	20		107 527
	Autres	21		
		22	745 838	4 705 980

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24		12 154	15 863
Usines et bassins d'épuration	25	127 587	127 587	133 406
Conduites d'égout	26	284 224	284 224	4 189 382
Autres infrastructures	27	212 550	212 550	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			8 093
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32	10 647	10 647	25 909
Autres immobilisations corporelles	33	110 830	161 669	333 327
	34	745 838	808 831	4 705 980

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	22 667			22 667
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	8 788 763	1 010 532	1 071 751	8 727 544
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	19 964 829	927 818	1 909 992	18 982 655
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	28 776 259	1 938 350	2 981 743	27 732 866
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 494 814	227 252	213 473	2 508 593
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	2 494 814	227 252	213 473	2 508 593
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	(80 714)	(2)	(6 273)	(74 443)
	14	2 414 100	227 250	207 200	2 434 150
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17	2 414 100	227 250	207 200	2 434 150
	18	31 190 359	2 165 600	3 188 943	30 167 016
Dettes en cours de refinancement	19	()			()
Reclassement / Redressement	20				
Dettes à long terme	21	31 190 359	2 165 600	3 188 943	30 167 016

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	29 314 400
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 115 878
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	2 508 593
Autres montants	10	(74 444)
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	27 996 129
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	1 149 169
Endettement net à long terme	16	29 145 298
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	1 073 674
Communauté métropolitaine	18	58 781
Autres organismes	19	869 637
Endettement total net à long terme	20	31 147 390
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	31 147 390
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration	Données consolidées	
		municipale		
		Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2021	2021	2020
Administration générale				
Greffé et application de la loi	1	10 323	10 323	33 729
Évaluation	2	2 257	2 257	6 606
Autres	3	322 932	322 932	331 926
Sécurité publique				
Police	4	1 925 791	57 993	(305 431)
Sécurité incendie	5	9 958	9 958	12 838
Sécurité civile	6			
Autres	7	52 860		(108)
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	417 404	417 404	391 612
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	391 100		391 100
Matières résiduelles	12	1 487 923	1 487 923	1 497 067
Cours d'eau	13	84 896	84 896	118 770
Protection de l'environnement	14	64 129	64 129	73 020
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	36 940	36 940	31 870
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	8 209	8 209	8 172
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	26 046		
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	4 840 768	2 502 964	2 591 171

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	745 838	4 632 078
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	745 838	4 632 078

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	9,00	35,00	17 519,00	1 103 552	181 890	1 285 442
Professionnels	2	8,00	35,00	16 590,00	688 935	149 117	838 052
Cols blancs	3	16,00	35,00	25 532,00	657 206	168 720	825 926
Cols bleus	4	18,00	40,00	37 697,00	897 339	227 231	1 124 570
Policiers	5						
Pompiers	6	6,00	35,00	12 017,00	290 987	59 005	349 992
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	57,00		109 355,00	3 638 019	785 963	4 423 982
Élus	9	7,00			285 164	55 201	340 365
	10	64,00			3 923 183	841 164	4 764 347

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	55 809	227 252	1 369 958		1 653 019
Autres	16	517 620		17 019	337 190	871 829
	17	573 429	227 252	1 386 977	337 190	2 524 848

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	101 144	112 090
	4	101 144	112 090
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	590	901
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	590	901
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	235 437	267 014
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	12 178	10 897
	15	247 615	277 911
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	10 722	12 702
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	226 242	266 811
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	236 964	279 513
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	55 629	56 843
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	55 629	56 843
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	10 336	12 054
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	20 303	23 621
Autres	38		
	39	30 639	35 675
Réseau d'électricité			
	40		
	41	672 581	762 933

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Stéphane Williams	Maire	81 383	17 401	23 718	
Marie-Eve Tanguay	Conseiller	17 259	8 629		
Mathieu Daviault	Conseiller	17 259	8 629	1 884	942
Vicky Langevin	Conseiller	17 644	8 822	950	
France Gosselin	Conseiller	17 259	8 629		
Robert Gagnon	Maire suppléant	21 499	10 749	608	304
Michel Martel	Conseiller	14 382	7 191	1 124	656
Dany Charbonneau	Conseiller	2 876	1 438		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 _____ 600 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ 3 ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

4 _____ 32 512 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

5 ☒ 6 ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

7 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

8 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

9 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

10 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

11 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

12 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

13 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

14 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

15 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

16 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

17 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

18 ☒ 19 ☐

20 22 073 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021

21 ☒ 22 ☐

23 103 377 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

24 ☐ 25 ☒

26 \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

27 ☐ 28 ☒

29 \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

M.R.C. de Marguerite-d'Youville et Cévimec-BTF

2020-2022

2023-2025 option

30 ☒ 31 ☐

32 ☒ 33 ☐

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

34 ☐ 35 ☒

36 \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

37 ☐ 38 ☒

39 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40 ☐ 41 ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

42 _____ \$

b) autres formes d'aide

43 _____ \$

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ \$

Systèmes de drainage

54 _____ \$

Abords de routes

55 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ \$

- b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ \$

- c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ \$

- d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

- e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

62 ☒ 63 ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

64 306-11-19

b) Date d'adoption de la résolution

65 2019-11-19

12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

66 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

67 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)

68 5

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8)

69 3

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9)

70 2

f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art. 10)

71 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11)

72 2

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

73 1 402

i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16)

74 _____

j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

75 1

k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

76 ☐ 77 ☒

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	78	1 642 305 \$
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	79	26 010 \$
Ministère des Transports	80	1 000 \$
Ministère de la Culture et des Communications	81	625 036 \$
Autres ministères/organismes	82	435 927 \$
	83	<u>2 730 278 \$</u>

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la VILLE DE SAINT-AMABLE,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE DE SAINT-AMABLE (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

MPA inc., société de comptables professionnels agréés / Robert Arbour CPA auditeur, CA
Montréal, le 10 mai 2022

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	15 215 253
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	240 067
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	57 993
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>14 917 193</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 323 179 200
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 330 086 370</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 326 632 785</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u>1,1244 / 100 \$</u>
--	----	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒ 2 ☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 ☐ 4 ☒

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 ☐ 6 ☒

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 ☐ 8 ☒

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 ☐ 10 ☒

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 ☐ 12 ☐ 13 ☒

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

14 ☐ 15 ☐ 16 ☒

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

17 ☐ 18 ☐ 19 ☒

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

20 ☐ 21 ☐ 22 ☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

23 ☐ 24 ☐

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?

25 ☐ 26 ☒

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalizations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	20 417 407	17 446 893	18 798 358	2 826 027	19 286 581
Investissement	2	253 159	239 578	1 679 772		1 679 772
	3	20 670 566	17 686 471	20 478 130	2 826 027	20 966 353
Charges	4	18 227 745	17 442 930	17 273 032	3 016 294	17 951 522
Excédent (déficit) de l'exercice	5	2 442 821	243 541	3 205 098	(190 267)	3 014 831
Moins : revenus d'investissement	6 (	253 159)	(239 578)	(1 679 772)	()	(1 679 772)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	2 189 662	3 963	1 525 326	(190 267)	1 335 059
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	3 092 021	2 912 821	3 052 225	203 140	3 255 365
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	68 835		24 245		24 245
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 797 868)	(2 924 643)	(2 936 700)	(51 643)	(2 988 343)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	324 074)	(139 040)	(168 338)	(12 244)	(180 582)
Excédent (déficit) accumulé	12	260 559	146 899	27 082	331 824	358 906
Autres éléments de conciliation	13	1 732 181		548		548
	14	2 031 654	(3 963)	(938)	471 077	470 139
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	4 221 316		1 524 388	280 810	1 805 198

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021	2020
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
				Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	6 438 338	11 691 876	12 701 775
Débiteurs	2	4 274 701	4 126 937	4 389 863
Placements de portefeuille	3			
Autres	4			
	5	10 713 039	15 818 813	17 091 638
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	30 107 275	29 172 285	30 015 971
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			200 961
Autres	9	4 004 930	4 550 578	4 918 468
	10	34 112 205	33 722 863	35 135 400
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(23 399 166)	(17 904 050)	(18 043 762)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	74 966 380	72 659 995	74 852 136
Autres	13	1 012 397	1 028 764	1 068 562
	14	75 978 777	73 688 759	75 920 698
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	5 701 252	3 004 318	3 397 522
Excédent de fonctionnement affecté	16	2 653 484	6 824 679	7 179 607
Réserves financières et fonds réservés	17	673 646	615 760	665 697
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	2 045 000) (	1 846 807) (	1 892 170) (
Financement des investissements en cours	19	(4 221 982)	(1 115 878)	(1 115 878)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	49 818 211	48 302 637	49 642 158
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	52 579 611	55 784 709	57 876 936

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Immobilisations	23	5 179 715	1 785 861
▪ Eaux usées	24	316 278	116 278
▪ Cours d'eau	25	30 390	30 390
▪ Dépôt à neige	26	41 480	41 480
▪ Réseau routier	27	360 000	260 000
▪ Réseau d'aqueduc	28	728 816	419 475
▪ Maisons lézardées	29	168 000	
▪	30		
▪	31		
	32	6 824 679	2 653 484
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	354 928	570 531
	34	7 179 607	3 224 015
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	615 760	673 646
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	49 937	65 749
	37	7 845 304	3 963 410

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	27 996 129
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	31 147 390
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021 Total consolidé	2020 Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	22 667	22 667
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	18 982 655	19 964 829
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	8 727 544	8 788 763
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	2 508 593	2 494 814
Autres	8	(74 443)	(80 714)
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	30 167 016	31 190 359

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalizations 2020 Administration municipale	Budget 2021 Administration municipale	Réalizations 2021 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	14 752 495	14 931 846	15 215 253	15 215 253
Compensations tenant lieu de taxes	12	241 842	240 030	240 980	240 980
Quotes-parts	13				932
Transferts	14	2 143 917	798 322	927 638	927 638
Services rendus	15	212 742	292 888	229 800	362 783
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	1 608 300	1 019 200	2 009 349	2 337 727
Autres	17	1 458 111	164 607	175 338	201 268
	18	20 417 407	17 446 893	18 798 358	19 286 581
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	227 250		1 597 210	1 597 210
Autres	22	25 909	239 578	82 562	82 562
	23	253 159	239 578	1 679 772	1 679 772
	24	20 670 566	17 686 471	20 478 130	20 966 353

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
Administration générale	1	2 916 827	122 651	3 039 478	3 039 478	2 888 626
Sécurité publique						
Police	2	1 925 790		1 925 790	2 377 307	2 244 996
Sécurité incendie	3	690 666	108 096	798 762	798 762	711 077
Autres	4	208 133		208 133	238 766	207 916
Transport						
Réseau routier	5	2 416 452	1 213 487	3 629 939	3 629 939	3 288 275
Transport collectif	6	417 404		417 404	417 404	391 620
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	722 293	1 285 295	2 007 588	2 126 637	2 316 272
Matières résiduelles	9	1 487 923		1 487 923	1 487 923	1 497 068
Autres	10	163 778		163 778	163 778	199 727
Santé et bien-être	11					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	541 750	3 460	545 210	545 210	462 968
Promotion et développement économique	13	8 209		8 209	8 209	8 172
Autres	14	336 548		336 548	336 548	1 987 465
Loisirs et culture	15	1 712 453	319 236	2 031 689	2 046 016	1 717 307
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	672 581		672 581	735 545	814 240
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	14 220 807	3 052 225	17 273 032	17 951 522	18 735 729
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	3 052 225 (	3 052 225)			
	21	17 273 032		17 273 032	17 951 522	18 735 729

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Réalisations 2021		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	253 159	1 679 772		1 679 772
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	4 632 078)(	745 838)(	62 993)(	808 831)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	2 110)(	)(	)(	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		1 920 705		1 920 705
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	324 074	168 338	12 244	180 582
Excédent accumulé	6		83 128	50 749	133 877
	7	(4 310 114)	1 426 333		1 426 333
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(4 056 955)	3 106 105		3 106 105

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14